

# Mobilisation avant la grève générale

## La paralysie de Bruxelles et des Brabant a des airs de dernière répétition avant le mouvement du 15 décembre.

**E**n choisissant la capitale et sa périphérie pour la troisième grève tournante touchant le pays, les syndicats mettent un peu plus la pression sur la rue de la Loi, cœur du pouvoir fédéral. « *La mobilisation s'annonce assez forte* », affirmait hier Audrey Lhoest, de la FGTB Bruxelles.

Les actions d'aujourd'hui ont clairement des allures de répétition avant la grève générale de lundi prochain. Dans ce contexte, les déclarations du président du syndicat libéral CGSLB-ACLVB, Jan Vercamst, affirmant qu'il était prêt à suspendre la grève générale du 15 décembre si le gouvernement acceptait de discuter d'un impôt sur la fortune, pourraient devenir une pomme de discorde au sein du front commun syndical.

En attendant, d'importants embarras de circulation sont attendus ce lundi. Des actions sont prévues sur différentes voies d'ac-

cès vers la capitale. Trains, trams, bus et métro risquent d'être totalement à l'arrêt. Hier soir, même si les actions syndicales sur le rail ne devaient commencer officiellement qu'à

22h, de nombreux trains étaient déjà supprimés à partir de 21h30. Le service des Thalys est également perturbé. A Zaventem enfin, différentes compagnies aériennes ayant prévu des vols vers ou à partir de Bruxelles ont décidé d'annuler des voyages par précaution.

Dimanche, sur les ondes de la RTBF, Denis Ducarme (MR) a évoqué la possibilité de légiférer pour garantir à ceux qui le souhaitent un droit au travail en temps de grève... Le président de la FGTB, Rudy De Leeuw, a pour sa part affirmé que si le gouvernement met les syndicats devant des faits accomplis, ils examineront les nouvelles actions qu'ils entreprendront en janvier. ■

## Répétition générale avant le 15 décembre

- Dernier lundi de grève tournante, à Bruxelles et dans les deux Brabant.
- La détermination des syndicats est intacte. Prochain objectif : la grève générale du 15 décembre.
- Le MR travaille à une proposition de loi garantissant le droit du travail.

**C**e lundi, la dernière grève tournante aura toutes les apparences d'une vaste répétition générale avant la grève générale du 15 décembre, dans une semaine très exactement. En choisissant les deux Brabant et Bruxelles pour cet ultime tour de chauffe, les syndicats mettent un peu plus la pression sur l'objectif de leurs revendications : la rue de la Loi, cœur du pouvoir fédéral, dont il sera difficile d'approcher en raison notamment des mouvements qui frapperont les transports en commun.

La toile d'araignée que constitue le réseau de la SNCB autour de la capitale

risque d'être particulièrement touché. Selon Christophe Dubois de la CGSP Cheminots, le mouvement sera très suivi : « *Les agents savent que leur entreprise est en danger, et eux aussi. Ils mènent un combat pour la survie de leur entreprise.* »

On peut presque parler de « grève dans la grève » à propos des chemins de fer : aux mesures d'économies prônées par le gouvernement fédéral s'ajoutent la dette et les efforts spécifiques imposés à la SNCB, et la perspective d'un scénario du « à la Sabena » qui mobilise le personnel.

« *Les syndicats ont rendez-vous avec le ministre Galant dès mardi, note le syndicaliste. On verra ce qu'il en sort. Mais nous travaillons déjà à la suite des actions. Nous ne cautionnons pas le mouvement du jeudi 11 qui est le fait du seul Syndicat autonome des conducteurs et qui perturbe la lisibilité du plan d'action national. Mais si rien ne bouge, notre mouvement se poursuivra au-delà du 15 décembre.* »

### « C'est le 15 qui compte »

Voir au-delà de cette dernière grève tournante et même déjà de la grève nationale de la semaine prochaine : le message se renforce également du côté de la CSC.

« *Clairement, nous préparons déjà le mois de janvier*, explique Léon Detroux, permanent à la CSC Enseignement et président de la Centrale interprofessionnelle de la CSC-Bruxelles. *Les militants sont très matures, ils savent que le combat sera long. Ils craignent aussi que le gouvernement profite de la trêve des confiseurs pour prendre des décisions en douce. Nous restons donc attentifs.* »

Léon Detroux prédit lui aussi une forte mobilisation dans la capitale, mais il s'attend pratiquement à du jamais vu pour la grève générale du 15 décembre : « *Nous gens veulent marquer le coup ce lundi. Mais ils savent aussi qu'il ne faut pas brûler toutes les cartouches ce jour-là. Pour ceux qui éprouvent des difficultés à faire grève deux fois, c'est le 15 qui compte vraiment. Ils en garderont peut-être sous la pédale pour ce jour-là.* »

Ce lundi à nouveau, le débat sur les piquets de grève qui empêchent l'accès aux entreprises ou aux commerces fera à nouveau surface. Ils seront très nombreux dans la capitale. Des indépendants ont fait état de menaces dont ils auraient été victimes la semaine dernière.

Sur la RTBF ce dimanche, Denis Du-

carne (MR) a évoqué la possibilité de légiférer pour garantir à ceux qui le souhaitent un droit au travail en temps de grève. « *Le droit de grève n'est pas remis en cause, souligne le chef de groupe libéral. Mais à ses côtés, il serait sans doute utile de réfléchir à la liberté de ceux qui veulent*

*avoir la garantie de travailler. Droit de grève et droit de travail, les deux doivent se respecter mutuellement.* »

Le député fédéral évoque des textes « en construction » au MR : « *Cela mérite un débat au parlement* », conclut-il. ■

**ERIC DEFFET**

## PERTURBATIONS

### Accès bloqués à Bruxelles

Les difficultés d'accès à Bruxelles et les entraves à la circulation dans les villes concernées par cette nouvelle grève tournante réserveront sans doute les images les plus spectaculaires de cette journée de mobilisation syndicale. La non-circulation des trains contraint tous ceux qui veulent travailler d'emprunter la voiture pour se rendre dans la capitale. Les organisations syndicales ont avisé la police de leur intention de bloquer les accès principaux, ceux déversant habituellement leur flot de navetteurs dans

Bruxelles. Le viaduc Hermann-Debroux sera ainsi fermé à toute circulation entre 5h30 et 18 h, a annoncé la police qui prévoit d'autres blocages à l'entrée du boulevard Charles-Quint, à Meiser, au boulevard Industriel. Selon les syndicats, plus de 300 piquets seront actifs dans Bruxelles, la plupart devant des entreprises ou des zonings industriels ; d'autres seront mobiles. La police a renforcé ses équipes sur le terrain. « *Nous tenterons surtout de gérer les situations au cas par cas en bonne concertation avec les syndicats pour éviter les plus grands désagréments, indique Peter De Waele. Nos équipes seront notamment*

*chargées d'organiser et d'identifier les itinéraires de déviation* ». Il n'entre pas dans les intentions de la police de démanteler les points de blocage. « *Si des situations problématiques surviennent, nous chercherons les meilleures solutions* », précise-t-il. Concertation, négociation, apaisement sont les mots d'ordre de la police. En Brabant wallon, et particulièrement à Wavre, la ville dont Charles Michel est le bourgmestre, des actions de blocage sont également prévues. Les syndicats annoncent des barrages aux abords de tous les zonings : Jodoigne, Wavre, Louvain-la-Neuve, Wauthier-Braine et Saintes.

M.M.

# Willy Borsus « Les opérations commando, ça suffit ! »

**E**n charge des indépendants et des PME au sein du gouvernement fédéral, le ministre Willy Borsus (MR) suivra de près cette troisième journée de grève, et de possibles débordements.

**Quel est votre état d'esprit alors que les grèves se succèdent et que rien ne semble bouger ?**

*Avec les compétences qui sont les miennes, je suis d'abord au regret de constater beaucoup d'excès dans les attitudes de certains syndicalistes, j'insiste bien sur « certains »..., à l'égard des indépendants et des commerçants. Le blocage des zones industrielles ou commerciales, c'est déjà limite. Mais j'ai recueilli des témoignages précis : on vide d'autorité les commerces de leurs clients, on débarque dans les entreprises le visage masqué... On dépasse dans ces cas-là les limites de l'expression sociale légitime. C'est au-delà du raisonnable.*

**Craignez-vous une escalade pour la grève de ce lundi à Bruxelles et dans les deux Brabant ?**

*Je ne sais pas, on verra. Comprenez-*

*moi : le droit à la contestation et à la revendication n'est pas en cause ici. Mais chez certains, je pense bien sûr à la FGTB, la grève est devenue un instrument de lutte politique. Les syndicats sortent de leur rôle et ont recours à des intimidations inacceptables. Je le dis avec force : « Les opérations commando, ça suffit ! »*

**Qu'en pense l'opinion, selon vous ?**

*Ces types de comportements, je parle des menaces ou des fermetures de magasins imposées par exemple, ne passent pas dans l'opinion. Sur le terrain, je rencontre une grande exaspération.*

**Une exaspération du niveau de la détermination des grévistes. La contestation se poursuit en effet et aucune issue ne semble en vue. Comment sortir du conflit ?**

*Le gouvernement a formulé des propositions. Kris Peeters et Charles Michel ont ouvert des espaces de négociations sur les modalités d'applications de certaines mesures contestées, sur le timing, sur l'application de périodes*

*transitoires. Il est faux de dire que rien ne se trouve sur la table. Il existe dans le chef de l'exécutif fédéral une volonté réelle d'ouverture. Dans notre pays, la tradition du dialogue social est très solide, même dans les circonstances les plus difficiles. Je lance donc un appel pour que les gestes que nous posons puissent ouvrir une vraie concertation.*

**Mais vous savez bien que les syndicats ne se contenteront pas cela, ils veulent le retrait pur et simple de certaines mesures emblématiques...**

*Que je sache, il n'appartient pas aux organisations syndicales d'écrire les programmes de gouvernement. C'est la mission des élus qui ont mis en place une coalition majoritaire. La démocratie fonctionne ainsi. Les syndicats doivent s'inscrire dans les espaces de négociations et de dialogue dont ils disposent. On ne peut évidemment pas envisager de réécrire l'accord de gouvernement !*

**Pensions, saut d'index, etc. Même plus besoin d'en parler donc.**

*Le gouvernement fédéral a voulu*

*adresser un message-vérité à la population : les mesures et les réformes que nous envisageons sont tout simplement indispensables. Ce n'est pas simple, mais il est de notre responsabilité de travailler dans ce sens. Notre discours est entendu plus qu'on le dit :*

*70 % des gens comprennent les décisions en matière de pension. Ceux qui nous critiquent aujourd'hui condamnent le gouvernement sur base de préjugés. Nous voulons être jugés sur des actes. ■*

**Propos recueillis par  
E.D.**



#### **POUR SUIVRE...**

##### **Lundi 15 décembre**

Jour de grève nationale. Les perturbations connues lors des grèves tournantes s'étendront simultanément à tout le pays, à l'appel du front commun FGTB, CSC, CGSLB. Le blocage des transports sera total, ou très fortement perturbé, y compris à l'aéroport de Bruxelles-National, pour les Thalys et Eurostar.

##### **Mardi 16 décembre**

Grève du zèle de la police, à l'appui des revendications sur le régime des pensions. De 7 h à 8 h 30, des contrôles approfondis seront opérés sur tous les axes de circulation, en pleine heure de pointe. Ils concerneront aussi les arrivées et les départs à Bruxelles-national, le trafic international et national des trains. Des actions sont également prévues de 10 h à 12 h devant le siège des partis politiques.

##### **Jeudi 11 décembre**

Le trafic ferroviaire pourrait être largement perturbé. Le Syndicat autonome des conducteurs de trains a déposé un préavis de grève pour cette date. Il réclame une harmonisation des primes et une adaptation du système barémique des salaires. Une réunion de conciliation avec la SNCB et la ministre Galant (Mobilité) est programmée mardi.

## « Les syndicats devront faire leurs comptes »

**F**uite en avant ou dernier coup de semonce avant l'ouverture d'une concertation sociale? A l'aube d'une nouvelle mobilisation sociale, Jean Faniel analyse les stratégies des syndicats, du patronat et du gouvernement. Le directeur du Crisp répond à nos questions.

**Les positions des deux camps sont plus tranchées que jamais. Peut-on envisager un conflit social de longue durée ?**

*Les raisons économiques seront déterminantes. Pour les entreprises et les fédérations patronales, il faut voir combien de temps il sera possible de soutenir les positions dures du gouvernement. Il est probable qu'après avoir été touchées par un certain nombre de journées d'actions, elles demanderont discrètement au gouvernement Michel de lâcher du lest. De même, les syndicats devront faire leurs comptes. Chaque journée de grève est une perte salariale pour le travailleur, que l'indemnisation par son syndicat ne compense que partiellement. Certains pourraient estimer qu'ils ne peuvent plus se permettre de poursuivre à ce rythme. Par ailleurs, les caisses des organisations syndicales seront peut-être vite asséchées. On sait par exemple que la CSC connaît des problèmes financiers.*

**En se montrant inflexible, le gouvernement pourrait pousser le mouvement à se radicaliser, au risque d'intimider une partie des participants ?**

*La réflexion sur les modes d'action n'est pas neuve au sein des syndicats. Toute la difficulté est de fédérer des publics assez différents. Comment, dans un même cortège, associer des infir-*

*mières, des familles avec leurs enfants et des métallos avec leurs pétards? Les services d'ordre des syndicats peuvent être débordés. Cela pourrait rebuter des participants. Il n'est pas simple de fédérer sans exclure aucune composante d'un mouvement social.*

**Les grèves tournantes ne sont pas fréquentes en Belgique. Pourquoi cette stratégie ?**

*On n'en avait plus vu depuis un certain temps mais elles n'ont cependant rien d'exceptionnel. Il y a eu les « grèves du vendredi » contre le gouvernement Tindemans, en 1977, qui ont d'ailleurs indirectement contribué à sa chute en attisant les contradictions internes de la coalition. Le choix de ce mode d'action est parfaitement cohérent avec l'esprit de la phase actuelle du mouvement. L'objectif est de faire pression sur un gouvernement très éloigné des positions syndicales. Les organisations du front commun savent donc qu'il sera difficile à faire bouger. L'idée était donc de faire monter la température de manière graduelle.*

**Quels sont les scénarios pour les prochaines semaines ?**

*Le moment charnière du mouvement, ce sont les deux ou trois jours qui suivront le 15 décembre. On pourra évaluer la mobilisation populaire et voir comment le gouvernement réagit. S'il fait la sourde oreille, cela durcira les positions syndicales. S'il y a des ouvertures concrètes et une marche arrière sur certains dossiers, on verra alors la réaction du front commun. Si les propositions sont jugées crédibles, les trois syndicats*

*pourraient mettre le mouvement entre parenthèses. En revanche, si les avancées sont jugées trop faibles, on pourrait observer des divergences plus ou moins critiques au sein du front commun.*

**Certains estiment que la N-VA pourrait être tentée de ne rien céder, dans l'espoir de provoquer la résurgence de réactions communautaires viscérales, côté francophone. C'est plausible ?**

*Sur le fond, on peut imaginer que la N-VA fasse un tel calcul. L'intransigeance du gouvernement aurait pour effet de durcir la mobilisation. Cela lui permettrait d'affirmer que, décidément, ce pays est ingouvernable. Et même de parier que ce sont les Wallons qui réclameront de nouvelles avancées communautaires. Elle peut faire pression sur le Premier ministre ou sur le ministre de l'Emploi pour que l'on ne lâche rien face à la rue. Cela n'empêchera pas ses scénarios de se heurter à la réalité. On n'a observé jusqu'ici aucune disproportion entre la participation sociale francophone et flamande. Et ce ne sont pas des grévistes wallons qui ont bloqué le port d'Anvers, il y a deux semaines !*

**Si le mouvement se poursuit après le 15 décembre, quelles formes pourrait-il prendre ?**

*Il y a certains types d'actions auxquels le public n'est pas nécessairement habitué. Même lors des grèves de 1960 et 1961, on n'a jamais connu de mot d'ordre de grève générale illimitée. Cependant, la palette d'actions possibles est très large. ■*

**Propos recueillis par  
ALAIN JENNOTTE**